

# Grève en France pour les pensions, l'emploi et le pouvoir d'achat

Articles

Le 19 novembre 2007 |

En Belgique, les syndicats FGTB et CSC commencent à manifester leur impatience devant le blocage politique et l'absence de gouvernement. Ils disent qu'il faut s'occuper du pouvoir d'achat de la population. Ils s'inquiètent des hausses du prix de l'énergie et du chauffage avec l'arrivée de l'hiver. En France, il y a un président et un gouvernement qui agissent et prennent des mesures. Mais les syndicats manifestent aussi et ils manifestent durement. On en est, lundi 19 novembre, au 6e jour de grève dans les transports publics. Ce mardi 20 novembre, il y a une journée de grève dans toute la fonction publique pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat.

## Grève dans les transports

Au départ de la grève en France, il y a les régimes spéciaux de retraite. Le gouvernement français veut les supprimer. Certaines catégories de travailleurs ont un meilleur régime de retraite que d'autres. Ils cotisent moins longtemps et touchent une meilleure pension. Pourquoi ? Parce qu'ils travaillent dans la fonction publique ou dans les entreprises publiques. Et parce que certains de ces travailleurs ont un travail pénible. Pour faire simple, des travailleurs de l'Etat dont certains ont un boulot assez dur ou dangereux ont droit à un régime spécial de retraite. Ce sont des travailleurs très différents. Des travailleurs de l'Opéra national de Paris, du théâtre de la Comédie française mais surtout des entreprises de chemin de fer et de métro (SNCF, RATP) et des entreprises d'énergie (EDF, GDF). Au total, 500 000 travailleurs cotisent dans le cadre de régimes spéciaux. Et 1,1 million de pensionnés touchent cette pension « spéciale ». C'est notamment à cause de cet écart entre actifs (travailleurs) et inactifs (pensionnés) que le gouvernement veut changer le régime spécial.

## Vrais et faux problèmes

Comme en Belgique et comme en Europe, en France, la population vieillit. Cela pose un problème pour les pensions. En effet, ce sont les actifs qui paient pour les inactifs. Les cotisations que les travailleurs paient aujourd'hui servent à payer les pensionnés d'aujourd'hui. Et on prévoit que l'écart entre actifs et inactifs augmentera encore dans les années à venir. D'où un risque de déficit. D'où une volonté de changer le régime. Comment ? En France, le gouvernement veut allonger la durée de cotisation. Elle passerait de 37,5 ans à 40 ans comme dans le privé et les autres secteurs de la fonction publique. Et le gouvernement veut aussi indexer les pensions sur la hausse de prix (comme pour les pensions privées) et plus sur les salaires de l'entreprise. Ce qui est moins avantageux

Cela est difficile à accepter par les travailleurs et leurs syndicats. En France, il n'y a pas beaucoup de travailleurs syndiqués dans le secteur privé. Par contre, les syndicats sont forts dans le secteur public. Ils ont donc déclenché une grève mardi soir pour obliger le gouvernement à négocier. Car les syndicats sont prêts à négocier. Mais ils disent qu'il faut discuter globalement du problème des retraites. Depuis plusieurs années, les patrons français refusent de négocier une meilleure pension pour les travailleurs du privé qui ont un travail très pénible. En plus, les régimes spéciaux de retraite ne représentent que 6% du montant des pensions versées en France. Les changements proposés par le gouvernement ne feront donc pas faire beaucoup d'économies. Pour les syndicats, le gouvernement veut faire croire à la population que les travailleurs des régimes spéciaux sont des privilégiés.

Certains syndicats reprochent au gouvernement d'utiliser les régimes spéciaux pour montrer sa force. Le gouvernement préparerait ainsi des changements pour tous les régimes de retraite. A terme, tout le monde travaillerait plus longtemps. Les syndicats avaient fait une grande grève d'avertissement le 18 octobre. Et depuis le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour sortir du blocage.

### **Mouvement général**

Ce mardi, en plus de la grève des transports, il y aura une grève dans toute la fonction publique pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Les problèmes sont liés. Car comment payer des pensions à de plus en plus de retraités qui vivent de plus en plus longtemps si le chômage reste élevé ? En plus, de l'inquiétude pour la retraite, il y a l'inquiétude pour les études. La semaine dernière, des étudiants ont bloqué une trentaine des 85 universités françaises pour protester contre une loi.

Cette loi prévoit l'autonomie des universités. Cette autonomie veut dire, par exemple, que l'université gèrera seule son budget et pourra attirer des capitaux privés pour faire fonctionner l'université. Pour certaines organisations étudiantes, c'est une façon de privatiser l'université. Si, en Belgique, c'était une semaine de plus de blocage politique. En France, c'était une semaine de blocage social contre les mesures politiques du gouvernement.